



**EUROPE**

[info@vivant.org](mailto:info@vivant.org)

[www.vivanteurope.org](http://www.vivanteurope.org)

Rue Hector Blondiau, 22 7070 Mignault (Belgium)

Tél. FR. : Brasseur J.P. 0499 35 85 72

EN. : Roussel Pascal 0473 97 49 67



*Pour une Europe sociale,  
pour une mondialisation respectueuse  
de l'humain et de l'environnement.*

# LE VIVANT-EUROPE

## électronique

N° 24 (octobre 2005-2)

Sommaire :

1. Editorial
2. La Commission européenne demande aux Etats-membres de repenser leur fiscalité
3. Fiscalité et modèle social européen
4. Propositions du forum permanent de la société civile européenne sur le thème « communiquer l'Europe »

### 1. EDITORIAL

Le Sommet informel de l'Europe qui se réunira le 27 octobre 2005 s'efforcera de définir le « Modèle social européen »

Monsieur BARROSO proposera entre autres un autre mode de fiscalité et Monsieur BALLADUR parle d'une « convergence dans les prélèvements fiscaux et sociaux »

Quant au FORUM, il fait des propositions concernant la communication et la démocratie participative.

### 2. LA COMMISSION EUROPEENNE DEMANDE AUX ETATS-MEMBRES DE REPENSER LEUR FISCALITE

Article de Anna McLaughlin dans le EUROPEAN VOICE du 21 octobre 2005

« Les gouvernements de l'UE devraient repenser leurs systèmes fiscaux de manière à relancer la compétitivité économique » déclarera la Commission européenne en ouverture d'un sommet informel jeudi prochain (27 octobre).

Le sommet débattrait de la manière pour l'Europe de défendre ses acquis sociaux face à la globalisation.

La Commission prévient que les citoyens européens devront **travailler plus longtemps** et contribuer davantage au financement de leurs pensions s'ils souhaitent préserver le modèle social de l'Europe et éviter la pauvreté.

Mais elle rappelle que les gouvernements doivent éviter le protectionnisme et baser la sécurité de l'emploi **sur le développement des savoir-faire** et non la protection des secteurs industriels.

Dans sa contribution, qui sera discutée par le Collège des commissaires à ce jour (20/10), le président BARROSO affirme que la globalisation pourrait augmenter les revenus annuels de 2500 € par citoyen européen.

**Mais il avertit que les défis à venir « ne pourront être surmontés que si les performances économiques et le modèle social européen peuvent - comme par le passé - être réconciliés et mutuellement stimulés ».**

La Commission recommande que les ministres des Finances **déplacent les charges fiscales du travail vers la consommation ou la consommation dans l'espoir d'aider à la création d'emplois.**

Elle reconnaît que **l'essentiel des politiques fiscales repose sur les gouvernements nationaux** mais elle ajoute que la fixation des taxes « est un élément crucial de l'équation de durabilité que l'UE doit aborder ».

La Commission soutient qu' « **une approche mieux coordonnée à l'échelle de l'UE pourrait améliorer de manière significative l'efficacité des systèmes fiscaux** ». Un « niveau insuffisant de coordination et d'assistance mutuelle les expose à **la double non-taxation, l'évasion fiscale et la fraude** » dit l'article, ce qui à son tour conduit à une diminution des recettes et des revenus à redistribuer via les systèmes sociaux.

La Commission accuse les Etats membres d'augmenter la charge fiscale réelle sur le travail depuis 1970, alors que les taxes sur le capital et la consommation sont restées stables. **Cet alourdissement a dissuadé la création d'emploi**, dit l'article.

**« En dépit du consensus politique sur le besoin de réduire les charges fiscales sur le travail, cela n'a pas conduit à des réductions significatives ces dernières années », dit-il.**

Bien qu'il ne mentionne pas que certains nouveaux Etats membres ont adopté un système fiscal plat, l'article suggère « *des règles fiscales plus simples et uniformes* » pour les échanges trans-frontaliers.

Comme il sera difficile d'augmenter les taux de cotisation de pension, « l'allongement de la durée de vie est la clé » pour le maintien des systèmes de pension, dit-il, ajoutant que les pensions d'état devront être réduites.

Mais les gouvernements doivent aussi aider les citoyens en freinant les mouvements protectionnistes, dit l'article.

« De nouvelles approches de la 'sécurité' devraient s'orienter sur **l'éducation** des gens à une **capacité d'adaptation** tout au long de leur vie professionnelle **plutôt que sur la protection d'emplois spécifiques** ».

La Commission annonce qu'elle va mettre sur pied un « fond d'ajustement de la globalisation » pour venir en aide à ceux qui sont affectés par son impact.

Le Président du Parti Socialiste Européen (PSE) Poul Nyrup RASMUSSEN **se réjouit de l'initiative** mais critique le manque d'accent sur l'investissement.

« C'est la même pensée démodée selon laquelle les réformes apporteront la croissance », dit-il.

« Mais si on impose des réformes sans cibler la croissance les gens ne suivent pas. Nous avons besoin **d'une politique d'investissement offensive dans l'éducation et les marchés du travail en Europe** ».

### 3. FISCALITE ET MODELE SOCIAL EUROPEEN

*(Le 23 octobre sur « Les Grands Rendez-vous de Europe 1 » sur TV5)*

Monsieur BALLADUR a plaidé pour la "défense de l'euro", en préconisant un renforcement de "l'Eurogroupe" face à la Banque centrale européenne (BCE) pour "améliorer la coordination des politiques économiques, budgétaires, fiscales et sociales".

"Pour parvenir à cet objectif de convergence des prélèvements fiscaux et sociaux", M. BALLADUR a évoqué la création d'un « **Serpent fiscal et social** » à l'image du "serpent monétaire européen"

En Europe, il y a en quelque sorte 25 modèles sociaux.

Et face à cette réalité, certains font remarquer qu'instaurer un modèle social unique est impossible. VIVANT-EUROPE pour sa part préconise **une convergence dans la méthode de prélèvement fiscaux** à savoir, détaxer le travail et en compensation, taxer la consommation pour financer la sécurité sociale.

**Ce commun dénominateur** dans la manière d'organiser la fiscalité rejoint le « Serpent fiscal et social » que propose Edouard BALLADUR.

**Méthode commune dans le respect de la diversité, n'est-ce pas une des caractéristiques de l'EUROPE ???**

Jean-Paul BRASSEUR  
(responsable de VIVANT-EUROPE)

### 4. PROPOSITIONS DU FORUM PERMANENT DE LA SOCIETE CIVILE EUROPEENNE SUR LE THÈME « COMMUNIQUER L'EUROPE »

#### *Communication et Démocratie participative*

#### **Agenda 2006-2007**

#### *Des scénarios<sup>1</sup> pour refonder l'Union*

Dans le contexte actuel de crise, de nombreuses ONG sont prêtes à s'investir dans une grande action pour communiquer l'Europe et mettre en évidence les acquis de l'Union. Mais communiquer les acquis ne peut être dissocié d'un grand débat sur les changements nécessaires pour « **refonder le vouloir vivre ensemble** ».

Sans cela - et alors que les politiques actuelles de l'Union sont sujettes à de multiples critiques et que le mécontentement croît dans la population – de nombreuses ONG ne pourraient pas s'associer à une politique de communication qui se réduirait à de la propagande. Les ONG risqueraient de perdre à leur tour leur crédibilité et la confiance des citoyens, alors que nombre d'entre elles tiennent pour responsables de la situation actuelle les choix politiques faits et mis en œuvre par l'Union sans tenir compte des critiques.

Le **FORUM** attend de la Commission, du Parlement et du Comité Économique et Social Européen qu'un calendrier 2006-2007 soit établi sur la base des éléments ci-après :

- L'année 2006 doit être consacrée à **un ensemble de débats** dans les pays de l'Union, par Internet et dans les médias : radio, télévision et presse écrite ;
- De ces rencontres, il faudra dégager des **cahiers de doléances, motions et résumés** ainsi que des **scénarios** reflétant la diversité des opinions ;
- En 2007 **devront se tenir**, d'une part, les Etats généraux de la société civile et, d'autre part, des rencontres de suivi avec le Parlement, la Commission et le Conseil ;
- Il faut que **soient définies** les modalités et les conditions de financement des débats dans l'Union pour qu'ils prennent une véritable dimension européenne (prévoir par exemple que ces débats réunissent des ressortissants de plusieurs pays de l'Union) ;
- Il faut **passer un accord** avec les membres du Comité des Régions pour préciser les modalités d'organisation et de financement par les pouvoirs locaux des rencontres sur leurs territoires respectifs.

Le **FORUM** demande par ailleurs :

- La création d'un **COMITÉ TRIPARTITE DE RÉDACTION** (Institutions européennes, partenaires sociaux et société civile) pour rédiger, d'ici juin 2006, un Livre Vert « Démocratie participative et dialogue sociétal »,
- La création d'un **COMITÉ TRIPARTITE DE PILOTAGE 2006-2007** (Institutions européennes, partenaires sociaux et la société civile) ayant pour tâches :
  - o de définir le mandat des rencontres 2006,
  - o de préparer les Etats Généraux et la rencontre avec les Institutions de l'Union en 2007,
  - o de désigner des équipes pour proposer diverses ébauches de scénarios, rassembler les avis et motions émanant des rencontres 2006 et rédiger la version finale des scénarios en vue de la rencontre de 2007.
- La création d'un **FORUM SUR LES NOUVELLES FORMES DE COMPÉTITIVITÉ**, par le Comité Economique et Social Européen.

<sup>1</sup> La technique des scénarios a déjà été utilisée par l'Union de même qu'elle est d'usage dans les entreprises et les centres d'études sociologiques. Les scénarios permettent de rassembler des hypothèses et propositions dans des ensembles cohérents qui permettent de visionner les futurs possibles et de faire des choix.

**FORUM**  
 SQUARE DE MEEÛS, 25  
 B-1000 BRUXELLES  
 PHONE (32) 2 508 30 84  
 FAX (32) 2 508 30 89  
[HTTP://WWW.FORUM-CIVIL-SOCIETY.ORG](http://www.forum-civil-society.org)